

Pôle de Renaissance Communiste en France

8 rue du Clos Lapaume 92220 BAGNEUX

prcf@orange.fr

tél/fax : 09 71 55 75 12

SITE INTERNET : www.prcf.fr

Initiative communiste le mensuel du PRCF- BP 30111

Rue Denis Papin

62802 LIEVIN CEDEX

Site : www.initiative-communiste.fr



A

redaction.angers@ouest-france.fr

redac-ralliement@courrier-ouest.com

prcf@orange.fr

Syndicat des mineurs ardoisiers CGT

Bourse du travail 133 rue Jean Jaurès 49800 Trélazé

Le PRCF 49 apporte son soutien aux Ardoisiers contre la fermeture du site de Trélazé et appelle à participer à la manifestation du 1^{er} février à partir de 14 h. à la Mairie de Trélazé :

Seule et dernière mine française d'extraction de l'ardoise, cela fait de nombreuses années que les ardoisiers se battent pour maintenir et préserver l'extraction d'ardoise de notre bassin en exigeant son utilisation pour la couverture des édifices publics (toit du CCAS à St Barthélemy d'Anjou, mairie de Trélazé, ...), en exigeant une aide financière à l'utilisation de l'ardoise du bassin pour les constructions en lieu et place de celle d'Espagne exploitée par le même groupe pressurant les mineurs espagnols, en s'opposant à l'ardoise venue aussi d'autres pays (comme l'Inde par exemple) et à l'ardoise synthétique en fibro ciment amiantée nocive pour notre santé et pourtant encore admise il y a peu sur les communes de notre territoire.

Mais derrière tous ces coups de butoirs (plans sociaux de 1983, 1993, 1997, se cache tel un rouleau compresseur la volonté déterminée d'enterrer le statut du mineur et de détruire un bastion traditionnel de luttes ouvrières. **Nous dénonçons la brutalité avec laquelle le groupe Imerys a mis les salariés devant le fait accompli** au cours du CE du 26 novembre 2013 et le zèle de la Direction qui dès le lendemain a fermé la porte interdisant aux « perreyeux » l'accès à leur entreprise et se trouvant d'office mis au chômage. **Conséquence de l'Accord National Interprofessionnel (A.N.I.)** acté dans la loi qui permet au patron de décider unilatéralement de réduire les salaires, d'augmenter la durée du travail, de lancer des plans sociaux. Le prétexte de l'épuisement du gisement nous semble fallacieux car il y a déjà longtemps que des carottages sur le terrain ont été effectués par la direction mais les délégués CGT n'ont jamais pu avoir la communication de ces résultats. C'est pourquoi, **Hervé Sabba délégué CGT a demandé un moratoire et une expertise au Bureau Général de Recherche des Mines**. Ce verdict dont le coût s'élève à 60.000 €, est financé à hauteur de 20.000 € par Imerys et à hauteur de 40.000 € par le Conseil Général, l'agglomération Angers Loire Métropole et la commune de Trélazé. **Mais quelle sera la réponse ? et sera-t-elle indépendante et objective ?** C'est la fermeture de toutes les mines en France qui continue après les mines de charbon du Nord et la sidérurgie Lorraine avec la CECA.

Les finances d'Imerys ne sont pas dans le rouge : 112 millions d'euros en 2011 et 117 millions en 2012 ont été versés aux actionnaires. Les dégâts causés alternativement par la droite et la fausse gauche, par Sarkozy et poursuivis par Hollande désespèrent les salariés. **Ce n'est pas le pacte de responsabilité du président qui peut nous rassurer. Le MEDEF est prêt à empocher les généreux milliards de cadeaux du gouvernement mais à longueur d'antenne et de radio il clairotte qu'il n'y aura pas de contrepartie !** C'est comme si on donnait de l'argent à un alcoolique pour élever ses enfants alors qu'on sait pertinemment qu'il achètera de l'alcool. Il y a fort à parier que ces milliards abreuveront les actionnaires, mais qui paiera ces cadeaux ?

Les mineurs de Trélazé ne s'y trompent pas. Après le vécu des attermolements d'Arnaud Montebourg à Floranges, le syndicat CGT des Ardoisiers interpelle Monsieur le Ministre du Développement Productif : « Il faut venir dans la capitale de l'Ardoise. A Trélazé, on voudrait parler de *toit* avec vous. »

Après Bull, Thomson... et maintenant les Ardoisières encore 153 emplois menacés. C'est la désindustrialisation du pays qui continue.

Combattons-la tous ensemble et brisons les chaînes européennes.

Pour le PRCF 49

André Riéra - 20 rue de la Croix de Cheminée

49124 SAINT-BARTHELEMY-D'ANJOU